

dont ils ont besoin. Nous allons enlever le pain de la bouche de plusieurs contribuables canadiens et ceci, monsieur le président, est à étudier.

• (9.40 p.m.)

Voilà les grandes lignes réduites à leur plus simple expression.

Monsieur le président, l'esprit général de la direction économique doit être révisé dans une perspective complètement différente du mécanisme monétaire, économique et politique. Tant et aussi longtemps que nous ne nous attaquerons pas à ces facteurs économiques, politiques et monétaires, jamais nous ne changerons la situation. Avec le système actuel, plus on débalance l'économie, plus on provoque le mécontentement de la population et plus on augmente le nombre des pauvres.

Tous ces faits sont pratiquement ignorés ou, du moins, mal connus de tous les dirigeants de l'économie, sur le plan de la direction et de la législation.

Je n'essaierai pas de répondre aux exigences de la consigne. On se réjouit du succès obtenu par les banques, les grandes compagnies financières, industrielles, commerciales, agricoles, de même que par les grandes corporations publiques, commerciales, agricoles et semi-publiques, ou d'utilité publique, comme les compagnies hydro-électriques, les chemins de fer, la télévision, la radio, etc. Ce parfait mélange de l'entreprise privée à l'entreprise d'État laisse le peuple dans le plus complet désarroi, sans que personne ne puisse apporter l'espoir de réformes, de solutions, justement parce que tous les responsables de quelque poste de direction que ce soit sont des diplômés d'universités, parfaitement connus, conditionnés aux exigences de la consigne du régime établi depuis plus de 40 ans.

Alors, personne n'est coupable. Tout le monde obéit aux lois, même et surtout les présidents et directeurs des plus grandes banques et compagnies. Si on leur parle des privilèges exclusifs qui leur sont accordés par le gouvernement, soit dans les rouages administratifs, soit quant aux réserves ou exemptions fiscales, ils nous répondent sans sourciller: Que feriez-vous à notre place? On ne fait que prendre avantage des lois du gouvernement. Nous sommes très soucieux d'observer les lois établies. Qui peut nous le reprocher?

Monsieur le président, nous savons que les lois établies protègent la haute finance; ce sont des lois qui permettent à plusieurs hauts fonctionnaires et hautes institutions du pays de ne presque pas payer d'impôt, parce qu'il existe des lois spéciales et des impôts spéciaux pour eux; ils ont droit de faire des réserves de toutes sortes et ils sont bien heureux du système actuel.

La consigne est bien suivie par les diplômés d'universités qui dictent leurs volontés aux gouvernements, qui administrent ensuite les banques et les compagnies selon la loi.

Personne, monsieur le président, n'est donc coupable ni de l'inflation, ni du chômage, ni de la pauvreté, ni du déséquilibre économique national que nous connaissons. Tous ces maux ne sont que le résultat d'une fidélité trop prolongée à l'application des dogmes économiques qui avaient leur utilité il y a 40 ans et qui font encore l'affaire des savants et des riches, des puissants propriétaires du système établi, mais qui ne sont plus à l'avantage de la population.

Le bill C-259 ne tient pas compte de ces aspects économiques.

[M. Latulippe.]

On cherche à promouvoir la production et la capitalisation, alors que c'est la consommation qui est en souffrance pour plus de 60 p. 100 de la population. On cherche à recycler les travailleurs et même les professionnels techniciens, encore pour promouvoir la production, mais c'est la consommation qui fait défaut.

Monsieur le président, je dis aux membres du cabinet et aux présidents des banques et des corporations puissantes que rien n'est perdu. Tout ce qui existe fonctionne bien et fonctionnera encore mieux dès qu'on aura mis au point l'équilibre économique national entre la production, la consommation et la capitalisation, au niveau personnel, familial et social. C'est ce que plusieurs députés oublient.

Depuis 1960, plusieurs enquêtes royales, plusieurs commissions de savants spécialistes, plusieurs comités de sénateurs ou de députés, plusieurs Livres blancs et de nombreux rapports officiels du Conseil économique du Canada, tous préparés par les plus hautes autorités économiques du Canada, avec l'aide même de savants des pays étrangers, ont brossé un tableau détaillé de tous les aspects de la vie économique du Canada, en particulier des prétendues causes de l'inflation, du chômage et de la pauvreté.

Inflation, chômage et pauvreté sont trois résultats distincts d'une même maladie économique que l'on peut appeler le déséquilibre économique national. Et plus nous appliquerons le bill C-259, plus nous connaissons ce grand déséquilibre qui conduira malheureusement notre peuple à adopter des solutions peu pratiques.

Pourquoi tous les grands savants ainsi réunis ne réussissent-ils pas à mieux cerner les causes du déséquilibre économique, à proposer les solutions qui rétabliraient l'équilibre économique? Pourquoi ne peuvent-ils pas réussir à s'entendre sur aucun point?

La raison est bien simple. Tous les savants, les experts, les économistes, les administrateurs des grandes institutions obéissent à la même consigne, dictée par les grandes universités d'Europe ou des États-Unis, par les professeurs d'universités répandus partout dans les universités nationales ou provinciales, dans tous les pays du monde de seconde zone.

A toutes les propositions contraires à cette consigne générale universelle, les législateurs n'ont qu'une réponse claire et précise, toujours la même, exprimée de différentes façons, qui se résume à peu près à ceci: Que voulez-vous, une fois au pouvoir, il faut bien agir selon ce qu'on a appris à l'université.

Nos législateurs demeurent figés dans les dogmes économiques du passé, dogmes qui ont eu leur succès en leur temps, mais qui ne s'accroissent plus à la situation actuelle, qui n'est plus la même. Les pragmatiques sont largement dépassés et ne font que perpétuer et protéger les vieux dogmes, les vieilles doctrines, qui ne s'acclimatent pas à l'atmosphère des temps modernes.

Au lieu de faire confiance aux pragmatiques, il faut des penseurs qui puissent évoluer avec la réalité économique du monde en progrès constant. On produit à la moderne, mais on répartit à l'ancienne, alors qu'on devrait répartir à la moderne.

Plus on produit, moins on consomme. Plus on capitalise, moins on distribue. Voilà un autre des problèmes auxquels tous les citoyens et tous les députés devraient considérer.

Dans la recherche du profit, du capital, du pouvoir, de la domination, on a oublié que c'est pour l'homme qu'on produit, que c'est l'homme qui doit profiter de la production et même de la capitalisation.